



Les enjeux des élections législatives de mai 2022 au Liban,
quelles possibilités de changement ?



© 4 janvier 2020 –
Patrick Baz / AFP

Barthélémy Raclet

Werra

Avril 2022



Barthélémy Raclet est diplômé d'un Master en Histoire de l'université de Paris Nanterre, ainsi que d'un Master en Géostratégie Défense et Sécurité internationale de l'IEP d'Aix-en-Provence. Au cours de son cursus, il s'est spécialisé sur la question kurde et sur les mouvements sociaux au Moyen-Orient

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, avril 2022



INTRODUCTION

Le 4 août 2020, 2 750 tonnes de nitrate d’ammonium stockées sans mesures de sécurité appropriées dans le port de Beyrouth explosent suite à un incendie. L’explosion fait 215 morts, 6 500 blessés et laisse environ 300 000 personnes sans abri¹. Au-delà de son coût humain, la déflagration du port détruit le poumon économique de la ville, entraînant 15 milliards de dollars de dommages matériels et de pertes en flux économiques. Symptomatique de l’incurie des responsables politiques et de la situation désastreuse dans laquelle ces derniers ont placé le pays, cette catastrophe marque un tournant dans le naufrage que traverse le Liban. Alors que le pays du Cèdre n’en finit plus de sombrer dans une crise économique aux conséquences sociales et humanitaires désastreuses et que la volonté de changement de la population semble ne jamais avoir été aussi forte, l’année 2022 sera décisive. En effet, le 15 mai 2022, les Libanais se rendront aux urnes afin d’élire leur nouveau Parlement et en novembre 2022, ils devront voter pour élire le nouveau président de la République.

Une crise économique interminable

Une crise économique aux conséquences désastreuses

Selon la Banque Mondiale, l’effondrement que vit le Liban depuis 2018 s’apparente à l’une des trois crises économiques mondiales les plus graves depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Le PIB du pays du cèdre a chuté d’environ 65% en trois ans, passant de 55 milliards en 2018 à 19 milliards en 2021. Au mois de janvier 2022, la livre libanaise avait perdu 95% de sa valeur par rapport au début de la crise, donnant ainsi lieu à un phénomène d’hyperinflation. Alors qu’environ 80% des Libanais vivent désormais sous le seuil de pauvreté, le prix des produits de première nécessité a été multiplié par dix. Cette situation a poussé les autorités à mettre en place des subventions sur certains produits alimentaires de base comme le carburant, le lait, l’huile

¹Nizar Hariri, Raymond Bou Nader, Tala Alaa-Eddine, Ahmad Al-Dirani, Nadine Bekdache, et al.. « Évaluation d’impact de l’explosion du port de Beyrouth : Étude multidimensionnelle des incidences socio-économiques des explosions du 4 août 2020 de Beyrouth. », *Institut français du Proche-Orient (Ifpo)*, 2021, p.5



d'olive et le pain afin d'éviter une famine². Par ailleurs, le Liban demeure dépendant du blé ukrainien et russe (au moins à hauteur de 50%)³. Par conséquent, le prix du pain pourrait subir le contrecoup de la guerre en Ukraine dans les semaines à venir. La guerre en Ukraine pourrait également se répercuter sur les prix déjà très élevés du carburant, puisqu'un tiers des importations du pays du Cèdre proviennent de la mer Noire⁴. Dans un pays sans voies ferrées et où la voiture demeure l'unique moyen de locomotion, le système de subventions mis en place par le gouvernement a permis de stabiliser les prix. Toutefois, ces subventions ont également encouragé le développement d'un marché noir qui prolifère sur fond de spéculation et entraîne des épisodes de pénuries. Celles-ci affectent non seulement les approvisionnements des stations-service mais également la production énergétique. En effet, la production d'électricité, historiquement insuffisante, a été particulièrement touchée par la hausse des prix du carburant car la majorité des centrales de la compagnie nationale (EDL), tout comme les générateurs des particuliers, fonctionnent au diesel. Tandis que la plupart des foyers bénéficient de moins de trois heures de courant par jour, les plus grands hôpitaux du pays, déjà touchés par des pénuries de médicaments, ont vu leur fonctionnement être tellement affecté par les pannes de courant que la plupart d'entre eux ont menacé de fermer leurs portes en pleine pandémie.

Il ne reste donc plus grand-chose du prétendu « miracle libanais », des années 1950-1970, qui avait conduit certains observateurs à considérer le pays comme la « Suisse du Moyen-Orient »⁵. Le Liban voit aujourd'hui ses grandes banques à court de liquidités et incapables de répondre aux demandes de retraits de ses épargnants, tandis que sa classe moyenne, qui avait fait la fierté du pays, est majoritairement ruinée ou en exil.

² NadaMerhi, « Le Liban sur la liste des pays menacés « de niveaux catastrophiques de famine », *L'Orient-le-jour*, 25 mars 2021 <https://www.lorientlejour.com/article/1256547/le-liban-sur-la-liste-des-pays-menaces-de-niveaux-catastrophiques-de-famine-.html>

³ Aurélien Colly « Guerre en Ukraine : les conséquences économiques vues du Liban et de Chine », *FranceInfo*, 1^{er} mars 2022 - https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-club-des-correspondants/guerre-en-ukraine-les-consequences-economiques-vues-du-liban-et-de-chine_4964877.html

⁴Philippe Hage-Boutros, « Au Liban, le mécanisme de fixation des prix des carburants à l'épreuve de l'effolement des cours » - <https://www.lorientlejour.com/article/1292461/le-mecanisme-de-fixation-des-prix-des-carburants-a-lepreuve-de-laffolement-des-cours.html>

⁵ Daniel Meier, « « Le Liban était la Suisse du Moyen-Orient. » », *Liban. Identités, pouvoirs et conflits. Idées reçues sur un État dans la tourmente*, sous la direction de Meier Daniel. Le Cavalier Bleu, 2016, pp. 37-41



Une crise ancrée dans le système économique et politique du pays

Les causes de ce naufrage sont nombreuses et s'inscrivent pour la plupart dans l'ADN du système politique et économique libanais mis en place après la guerre civile (1975-1990). Aujourd'hui classé parmi les trente pays les plus corrompus du monde selon l'indice de l'ONG *Transparency.org*, le Liban est depuis longtemps caractérisé par une gabegie endémique qui pèse sur les finances du pays. Parallèlement, le système économique libanais développé durant l'après-guerre civile est marqué par une fragilité structurelle qui se manifeste par un endettement massif et un important déficit de la balance commerciale. Alors que ce déséquilibre restait masqué par les transferts d'argent en provenance de la diaspora travaillant dans les monarchies du Golfe, la crise que traversent ces pays à partir de 2015 entraîne un tarissement des flux financiers et un effondrement de l'économie libanaise⁶.

Malgré des faiblesses facilement identifiables, ni les gouvernements successifs, ni la Banque Centrale du Liban (BCL) n'ont entamé les réformes nécessaires à un redémarrage de l'économie libanaise. Cette incapacité apparente des élites politiques à réformer le pays relève en réalité d'un manque de volonté, bon nombre d'entre eux étant impliqués dans les rouages financiers qui ont mené le pays à sa perte.

L'une des conséquences directe de cette opacité du système politico-économique libanais est l'impossibilité de bénéficier des programmes d'aides promis par la communauté internationale depuis des années. Dès le mois d'avril 2018, la Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises (CEDRE) qui s'était tenue à Paris avait vu de nombreux pays s'engager sur une promesse d'aide de 11 milliards de dollars pour le Liban⁷. Cependant, cette aide demeurait conditionnée à un certain nombre de critères comprenant notamment la réforme du secteur de l'énergie et la mise en place de mécanismes de contrôle et de sanctions pour assurer le suivi des financements. En l'absence de progrès dans ces domaines, l'aide promise est restée en suspens malgré l'urgence de la situation. Le gouvernement a également saisi le FMI au printemps 2020, mais là encore, les négociations ont buté sur un désaccord quant aux réformes nécessaires à un assainissement des finances nationales. Relancées depuis janvier

⁶ Charbel Nahas, « Liban : illusion financière, illusion monétaire », *Association Europe Finances Régulations* [En ligne], consulté le 15 mars 2022 - <https://www.aef.asso.fr/publications/revue-d-economie-financiere/136-la-finance-mediterraneenne/3710-liban-illusion-financiere-illusion-monetaire>

⁷ Kenza Ouazzani, « CEDRE : un an après, où en est-on ? », *L'Orient-le-Jour*, 6 avril 2019 <https://www.lorientlejour.com/article/1165157/cedre-un-an-apres-ou-en-est-on-.html>



2022, les discussions semblent avoir connu de timides avancées, mais le chemin à parcourir pour obtenir les crédits nécessaires à un redémarrage de l'économie paraît encore long⁸.

Consciente de l'incapacité de la classe politique à réformer le pays, une partie de la population s'est mobilisée pour renverser le système. Après une mainmise de plus de trente ans sur les ressources de l'État, les chefs politiques historiques font désormais face à une contestation de plus en plus forte qui pourrait remodeler le champ politique.

Un système politique secoué par la crise

Alliances et rapports de forces sous la Seconde République

La constitution libanaise de 1926 a mis en place un système politique dit confessionnel, dans lequel le pouvoir est partagé entre les différentes communautés religieuses du pays. Les trois principaux postes de l'État sont dévolus aux trois plus importantes communautés : la présidence de la République à un chrétien maronite (Michel Aoun), celle du Parlement à un musulman chiite (Nabih Berri) et le poste de premier ministre à un musulman sunnite (Najib Mikati). Si ce système a permis de préserver la diversité culturelle et religieuse du Liban, il a contribué à fragiliser la cohésion du pays en empêchant l'émergence d'un véritable intérêt national commun. Le partage communautaire a favorisé les tensions qui, alimentées par l'instabilité du Moyen-Orient et l'ingérence étrangère, a donné lieu à une terrible guerre civile entre 1975 et 1990 qui a fait près de 145 000 morts et 185 000 blessés. Les bases de la paix mises en place par les accords de Taëf du 22 octobre 1989 puis complétées par la loi d'amnistie d'août 1991, ont permis aux anciens chefs de guerre de prendre le contrôle de l'État et de ses ressources pour s'assurer le maintien de leur influence⁹. Peu à peu, les différents partis qui se faisaient autrefois

⁸ « Le FMI signale des progrès dans les discussions avec le Liban », *L'Orient-le-Jour*, 10 février 2022 - <https://www.lorientlejour.com/article/1290397/le-fmi-signale-des-progres-dans-les-discussions-avec-le-liban.html>

⁹ Elisabeth Picard, « La Guerre civile au Liban », *SciencesPo*[En ligne], mis en ligne 13 Juillet 2012, consulté le 15 mars 2022. URL : <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/la-guerrecivile-au-liban.html>



face sur le front se sont réorganisés au sein de coalitions politiques hétéroclites, largement alignées sur les intérêts de puissances extérieures.

À partir de 2005, la vie politique libanaise s'est ainsi polarisée autour du bloc du 8 mars à majorité chiite, aligné sur l'axe syro-iranien, et du bloc du 14 mars, à majorité sunnite, pro-occidental et proche des monarchies du Golfe. Le camp chrétien, lui aussi traversé par de profondes divisions, s'est scindé en deux groupes qui ont rejoint chacun un des deux blocs : les Forces Libanaises (FL) intégraient le bloc du 14 mars, alors que le Courant Patriotique Libre (CPL) rejoignait Amal et le Hezbollah au sein de l'alliance du 8 mars. Cette nouvelle polarisation a manqué de relancer la guerre civile en mai 2008 avant de finalement donner lieu à un partage du pouvoir entre ces deux coalitions. Alors que le Liban subissait les contrecoups du conflit syrien à partir de 2012, ce partage a empêché la désintégration du pays mais a totalement paralysé la vie politique libanaise.

Depuis quelques années, l'alliance du 8 mars a progressivement obtenu une position de force au sein des institutions du pays. Après l'élection de Michel Aoun, le chef du CPL, à la présidence de la République en octobre 2016, les élections législatives de 2018 ont permis au Hezbollah et ses alliés de devenir majoritaires au sein du Parlement libanais. En outre, sous prétexte de sa lutte contre l'ennemi israélien, le Hezbollah est la seule force politique ayant gardé ses armes après la guerre civile. Appuyé par l'Iran et aguerri par des années de lutte contre Israël ainsi que par son intervention extérieure en Syrie, la milice du parti s'est imposée comme la plus grosse force armée du Liban.

La Thaoura : un soulèvement qui rebat les cartes

L'aggravation de la crise économique et sa gestion désastreuse par le gouvernement ont conduit à une remise en cause des partis au pouvoir et de tout le système politique libanais. En effet, le 17 octobre 2019, l'annonce par le gouvernement de la mise en place d'une taxe sur l'application de messagerie *Whatsapp* a déclenché un mouvement de protestation sans précédent dans l'histoire du Liban. Prenant comme point d'ancrage des revendications purement économiques, les protestations qui ont pris place dans toutes les grandes villes du pays et ont regroupé des individus de toutes les confessions ont très rapidement pris un tournant plus révolutionnaire. La rue a exprimé un rejet massif des élites qui gouvernent le pays depuis une trentaine d'années,



en demandant notamment la chute du gouvernement, le renouvellement d'une classe politique corrompue ainsi que la fin du système confessionnel. Peu à peu, l'apparente unité des manifestants s'est toutefois fissurée. Les divisions partisans et confessionnelles ont affaibli le mouvement, tandis que certaines formations politiques au pouvoir n'ont pas hésité à utiliser la force pour réprimer les manifestations. Enfin les restrictions sanitaires liées au Covid 19 à la fin de l'année 2020 ont fini d'achever la *Thaoura*, qui avait pourtant cristallisé pendant un temps les espoirs de changement d'une partie de la population. Cependant, si elles n'ont pas abouti à un changement de régime, ces manifestations ont contribué à modifier l'échiquier politique.

Tout d'abord, le rejet de l'ensemble de la classe politique par les manifestants a, dans une certaine mesure, permis de dépasser le clivage entre l'alliance du 8 et du 14 mars. On a vu émerger un certain nombre de nouveaux partis dit « indépendants » revendiquant bien souvent une dimension aconfessionnelle, une réforme profonde du système politique et un refus de l'ingérence des puissances étrangères dans la vie politique du pays. Le mouvement a également profité aux partis opposés au gouvernement en place et l'on a ainsi pu observer un affaiblissement du CPL au sein de la population chrétienne, au profit de son rival des FL. Le parti des FL s'est rapidement positionné en soutien à la *Thaoura* en participant aux protestations et en demandant la mise en place d'un gouvernement de technocrates indépendants. Par ailleurs, à travers une opposition plus violente au Hezbollah, les FL sont parvenues à se présenter comme les défenseuses de la rue chrétienne face aux partis chiites, en prenant le risque d'attiser les tensions communautaires dans une période déjà tendue.

Alors que le paysage politique libanais semble évoluer, les élections législatives prévues pour le 15 mai 2022 seront probablement déterminantes pour l'avenir d'un pays au bord de l'implosion. Si elles pourraient être l'occasion d'amorcer un changement salutaire au sein de l'appareil d'État libanais, les partis traditionnels ont montré leur détermination à se maintenir au pouvoir. Enfin, dans un contexte général de montée des violences, les tensions qui accompagnent la période électorale pourraient être un facteur aggravant.



Une situation sécuritaire dégradée

L'augmentation des violences et le spectre de la guerre civile

L'incapacité des gouvernements successifs à s'entendre sur un plan de sauvetage clair, l'échec du soulèvement pacifique d'octobre 2019 et surtout l'aggravation continue de la situation économique, n'ont fait qu'encourager les tensions. Aujourd'hui, de nombreuses lignes de fracture traversent le pays, et le désespoir pousse certains Libanais vers des modes d'action plus radicaux. En effet, depuis quelques années, le pays connaît une recrudescence de violences, observables à travers une augmentation des crimes de droit commun mais également un retour des affrontements confessionnels, qui font échos aux heures les plus sombres du pays.

Durant les dix premiers mois de l'année 2021 et en comparaison aux dix premiers mois de 2019, les vols de voitures ont augmenté de 212 %, les cambriolages de 266 % et les meurtres de 101 %¹⁰. Parallèlement, à mesure que la situation économique se dégradait, les protestations pacifiques de la *Thaoura* ont laissé place à des émeutes de la faim, notamment dans les zones les plus pauvres du pays comme l'agglomération de Tripoli. Face à ces débordements, les méthodes de maintien de l'ordre utilisées par les forces de sécurité libanaises sont régulièrement dénoncées par les ONG. Pour réprimer la contestation, certains partis comme le Hezbollah ou Amal n'ont pas hésité à intervenir directement en envoyant leurs sympathisants agresser des manifestants. Le Hezbollah est également soupçonné d'assassinats ciblés, effectués principalement en vue de faire taire l'opposition au sein de la communauté chiite. C'est le cas de l'intellectuel chiite Lokman Slim, connu pour son opposition au parti, qui a été retrouvé mort assassiné par balle au début du mois de février 2021.

Par ailleurs le Hezbollah et son allié Amal ont multiplié les déclarations et les pressions afin de faire dessaisir le juge Tarek Bitar, en charge de l'enquête concernant l'explosion du port. Le 14 octobre une manifestation organisée par Amal et le Hezbollah aux abords du quartier de Tayyouné dérape en affrontements armés lorsque les manifestants sont pris pour cible par des tirs provenant de membres du parti des FL. Avec un bilan de 7 morts et plus d'une trentaine de

¹⁰ RanaTabbara, « Au Liban, la criminalité connaît une hausse spectaculaire depuis le début de la crise », *L'Orient-le-Jour*, 03 décembre 2021. <https://www.lorientlejour.com/article/1283544/au-liban-la-criminalite-connaît-une-hausse-spectaculaire-depuis-le-debut-de-la-crise.html>



blessés, cette fusillade, qui s'est déroulée dans le même quartier que les premiers combats de la guerre civile, est l'un des plus gros affrontements armés qu'a connu la capitale depuis 2008¹¹. Alors que la montée des tensions actuelles redonne vie au spectre de la guerre civile, l'armée libanaise, censée jouer un rôle important dans le maintien de l'ordre, fait face à un affaiblissement profond en raison de la crise.

Une armée libanaise fragilisée

Composées d'environ 60 000 soldats, les Forces Armées Libanaises (FAL) sont souvent considérées par la population comme l'une des rares institutions relativement imperméable aux clivages confessionnels et à la corruption. Forte de cette image de neutralité, l'armée joue aux côtés des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) un rôle de force d'interposition en plus de ses missions traditionnelles (surveillance des frontières, lutte contre le terrorisme et la contrebande). Le gouvernement américain, qui voit dans les FAL un potentiel contrepoids aux forces du Hezbollah, continue d'équiper et de financer l'institution afin d'empêcher son écroulement. Cependant, la baisse drastique des budgets de défense, causée par la chute de la livre libanaise a entraîné une réduction d'environ 95% des salaires des soldats. Face à cette situation, de nombreux militaires cumulent un ou plusieurs autres jobs, quitte parfois à ne pas assurer leurs heures de service. Pire encore, en 2021, environ 3000 soldats ont choisi de quitter l'institution de manière prématurée¹². Dans le contexte particulièrement tendu qui semble devoir entourer les élections de mai 2022, la capacité de l'armée libanaise à préserver l'ordre en dépit de moyens humains toujours plus réduits sera une condition clé du maintien de la paix civile.

¹¹ « Le Liban enterre les victimes des affrontements de Tayouné », 15 octobre 2021. URL : <https://www.lorientlejour.com/article/1278140/affrontements-de-tayoune-le-bilan-salourdit-7-morts-et-plus-de-30-blesses.html>

¹² Jenny Lafond, « L'armée libanaise au bord du Gouffre », *La Croix*, mardi 18 janvier 2022, pp2-3.



État des lieux des forces politiques à l'approche des élections

Le Liban est une République parlementaire semi-présidentielle, dans laquelle le président et le Parlement choisissent le Premier ministre. Si les élections parlementaires de mai demeurent importantes, il faudra donc attendre les présidentielles de novembre prochain pour découvrir véritablement quels seront les rapports de force au sein de l'exécutif pour les années à venir.

Le Liban est doté d'un Parlement unicaméral, la Chambre des députés, composée de 128 sièges pourvus pour quatre ans au scrutin proportionnel plurinominal. Dans les différentes circonscriptions, un nombre de sièges est réservé aux communautés en fonction de leur poids démographique¹³. Si les résultats de l'élection sont loin d'être joués, une étude de la Fondation Konrad Adenauer, basée sur un échantillon de 1200 libanais et conduite entre le 10 et le 15 décembre 2021 permet d'avoir un premier aperçu des tendances à l'œuvre chez les électeurs à quelques mois de l'élection¹⁴.

Tout d'abord, on constate le maintien d'un taux de participation très faible. Comme en 2018, c'est à peine 50 % des électeurs qui indiquent vouloir se rendre aux urnes. Le désamour des libanais pour les partis traditionnels observé lors du soulèvement d'octobre 2019 se traduit à travers le souhait de 39 % des sondés de voir émerger une nouvelle classe politique. Plus précisément, 25,7 % des personnes déclarant voter souhaitent donner leur voix à un candidat indépendant, c'est-à-dire non affilié aux partis qui gouvernent le Liban depuis la fin de la guerre civile. En outre, 12,3 % des sondés déclarent vouloir voter pour un des partis antisystème directement issus du soulèvement du 17 octobre. Malgré ces chiffres encourageants, la capacité des partis indépendants et antisystèmes à fédérer de nombreuses voix reste incertaine. En dépit d'un rejet partagé des partis traditionnels, ces différentes formations proposent des projets politiques souvent opposés allant de la gauche radicale à la droite libérale et rien ne garantit qu'ils puissent présenter une liste unifiée. Par ailleurs, l'expérience du jeu électoral, et les réseaux de clientèle des partis traditionnels leur garantissent une base plus solide.

¹³ Selon le *CIA WorldFactBook* : la répartition confessionnelle actuelle est la suivante : 31.9% de musulmans sunnites, 31.2% de musulmans chiïtes, 32.4% de chrétiens et 4,5% de druzes.

¹⁴ "Study of Perceptions and Attitudes of Lebanese Citizens Towards the Economic, Social and Political Situation in Lebanon", *Konrad Adenauer Stiftung*, décembre 2021



En recueillant 14,7% des voix exprimées par les sondés, le Hezbollah s'impose toujours comme plus gros parti du Liban et son chef Hassan Nasrallah demeure la personnalité politique la plus soutenue. Ceci illustre la résilience du parti en période de crise, qui dispose à la fois de l'aide iranienne et d'une capacité d'autofinancement renforcée par son contrôle des réseaux de contrebande à la frontière libano-syrienne. Le parti continue de bénéficier d'un soutien iranien inconditionnel depuis des années et l'élection du conservateur Ebrahim Raïssi à la Présidence de la République islamique d'Iran en juin dernier semble être une garantie du maintien de ce lien. Le Hezbollah est également parvenu à éteindre la contestation dans les rangs de la communauté chiite et à sortir relativement peu affaibli des protestations de 2019. Si un bon score du Hezbollah aux élections demeure probable, le parti devra néanmoins faire face à une méfiance de plus en plus forte d'une partie de la population libanaise. De plus, ses alliés d'Amal et surtout du CPL ont été particulièrement pris pour cible par les manifestants et sont ressortis affaiblis de la *Thaoura*. Dans ce contexte, un triomphe similaire à celui des élections de 2018 semble peu probable pour le Hezbollah. En outre, la nécessité d'obtenir les aides financières en provenance de bailleurs occidentaux ou saoudiens poussera peut-être le Hezbollah à gouverner avec ses ennemis d'hier. Avec 11.5% des voix, les FL dépassent désormais largement le CPL dans les intentions de vote (6.8%) et seront probablement présentes dans le prochain gouvernement. La grande inconnue du scrutin demeure la capacité de réorganisation des forces sunnites après la démission de Saad Hariri et la rupture de l'Arabie Saoudite avec le Liban depuis le 30 octobre 2021. À l'approche des élections, Riyad semble tenter de se réinvestir au Liban afin de faire barrage au Hezbollah¹⁵. L'Arabie Saoudite pourrait en effet profiter de ces élections pour se réinsérer dans le jeu politique libanais, si elle parvenait à mobiliser les sunnites et à reconstituer l'alliance du 14 mars avec les FL.

¹⁵ Mounir Rabih, « À l'approche des élections, l'Arabie saoudite regarde à nouveau le Liban », *L'Orient-le-Jour*, 17 mars 2022 - <https://www.lorientlejour.com/article/1293899/a-laproche-des-elections-larabie-saoudite-regarde-a-nouveau-le-liban.html>



Conclusion

Malgré la responsabilité de nombreux politiciens dans la crise que traverse le Liban, un remaniement complet de la classe politique semble impossible. Certains partis comme le Hezbollah constituent de véritables « micro-sociétés » profondément ancrées dans le tissu social libanais¹⁶. Historiquement perméable à l'ingérence des puissances étrangères, le Liban demeure aujourd'hui plongé dans la rivalité entre Téhéran et Ryad. Alors que ces élections pourront potentiellement marquer un rééquilibrage au profit de l'Arabie Saoudite et de ses alliés du bloc du 14 mars, une remise en question du statut « d'État tampon » du Liban et de son système confessionnel semble difficile. Néanmoins, la contestation des élites traditionnelles pourrait déboucher sur l'arrivée au Parlement d'un certain nombre d'élus indépendants. Ces derniers pourront tenter d'encourager un assainissement des finances publiques pour essayer de débloquer une partie des 15 milliards de dollars estimés nécessaires au redressement du pays¹⁷. Si ces élections ne seront donc sûrement pas suffisantes pour transformer le pays, on peut espérer qu'elles impulseront la dynamique de changement tant attendue par de nombreux Libanais.

¹⁶ Franck Mermier, Sabrina Mervin, *Leaders et partisans au Liban*, Paris, Karthala, 2012, pp.10-11.

¹⁷ « Le Liban a besoin de 12 à 15 milliards de dollars pour relancer son économie », *Le Point*, 21 décembre 2021 - https://www.lepoint.fr/monde/liban-12-a-15-milliards-de-dollars-pour-relancer-l-economie-selon-la-banque-centrale-21-12-2021-2457704_24.php